

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANK AUDI FRANCE S.A.**

Société Anonyme au capital de 56 873 350 €  
Siège Social : 73 avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris  
315.768.176 R.C.S. Paris.

**A. — Principes comptables et méthodes appliqués.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

**I. — Bilan publiable au 31 décembre 2025.**  
(En Euros)

Actif	Notes	2025	2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.	1	269 922 122	225 116 129
Effets publics et valeurs assimilées	4	66 254 788	100 201 272
Créances sur les établissements de crédit	2	302 783 185	361 562 338
Opérations avec la clientèle	3	365 866 566	330 873 535
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	210 994 248	204 051 952
Actions et autres titres à revenu variable	5	496 375	676 129
Participations	6	558 047	521 655
Immobilisations incorporelles	7	943 172	775 462
Immobilisations corporelles	8	391 161	469 350
Autres actifs	9	9 056 860	11 853 093
Comptes de régularisation	10	2 014 957	1 547 923
<b>Total actif</b>		<b>1 229 281 483</b>	<b>1 237 648 839</b>

Passif	Notes	2025	2024
Dettes envers les établissements de crédit	11	16 605 433	19 457 113
Opérations avec la clientèle	12	1 056 872 705	1 084 407 344
Autres passifs	13	1 067 581	1 682 700
Comptes de régularisation	14	4 520 454	3 749 000
Provisions	15	16 471 000	11 471 000
Fonds pour risques bancaires généraux	15	6 472 802	6 472 802
Capital	16	56 873 350	56 873 350
Réserves	16	6 849 005	6 033 562
Report à nouveau	16	46 686 524	31 193 109
Résultat de l'exercice	16	16 862 628	16 308 859
<b>Total passif</b>		<b>1 229 281 483</b>	<b>1 237 648 839</b>

Hors-bilan	2025	2024
<b>Engagements donnés :</b>		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	41 114 307	38 454 719
Engagements de financement en faveur ets de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	17 314 679	44 646 260
Engagements de garantie en faveur ets de crédit	264 713	3 653 830
Engagements sur titres		
<b>Engagements reçus :</b>		
Engagements de financement		
Engagements de garantie reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus ets de crédit	425 532	481 279
Engagements sur titres		

**II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre.**

(En Euros)	Notes	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	17	48 138 941	57 079 040
Intérêts et charges assimilés	18	-14 350 614	-19 150 120
Revenus des titres à revenu variable		0	2 155
Commissions (produits)	19	7 131 860	6 652 768
Commissions (charges)	19	-710 479	-666 132
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	1 677 256	1 814 291
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	21	724 854	2 996 526
Autres produits d'exploitation bancaire	22	600 612	32 802
Autres charges d'exploitation bancaire	22	-25 274	-775 616
<b>Produit net bancaire</b>		<b>43 187 157</b>	<b>47 985 713</b>
Charges générales d'exploitation	23	-16 876 755	-16 859 391
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-526 398	-359 083
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>25 784 004</b>	<b>30 767 239</b>
Coût du risque	24	-3 876 327	-7 568 346
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>21 907 678</b>	<b>23 198 892</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	-125
Résultat courant avant impôt		21 907 678	23 198 768
Résultat exceptionnel	25		-5 885
Impôt sur les bénéfices	26	-5 045 050	-6 884 024
Dotations/reprises du FRBG			
<b>Résultat net</b>		<b>16 862 628</b>	<b>16 308 859</b>

**III. — Annexes.****A — Introduction.**

Les comptes annuels de Bank Audi France ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le règlement ANC 2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement ANC 2022-06 « modernisation des états financiers ».

Par ailleurs, il est rappelé que les entreprises du secteur bancaire doivent se reporter aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général (qui a été modifié par le règlement « modernisation des états financiers »), pour les opérations non visées par le règlement ANC n° 2014-07.

Ces modifications constituent un changement de méthode comptable.

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur les comptes de l'exercice 2025.

Les états financiers de l'exercice 2025 ainsi que le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de Bank Audi France sont à la disposition du public, gratuitement et sur simple demande par téléphone au 01 53 83 50 00 ou par courrier à l'adresse suivante :

Bank Audi France  
73 avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris.

Les comptes de Bank Audi France, filiale à 100% de Bank Audi SAL, dont le siège est situé Place Bab Idriss - Beyrouth 2021 8102 - Liban, sont intégrés dans les comptes consolidés de sa maison mère selon la méthode de l'intégration globale.

**B — Principales méthodes d'évaluation.**

Les principales méthodes comptables adoptées par Bank Audi France sont les suivantes :

**a. Opérations en devises.** — Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont réévaluées en euros sur la base des cours de change en vigueur aux dates d'arrêtés. Les charges et produits sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur le jour de leur comptabilisation.

**b. Prêts à la clientèle et dépréciations.** — Les prêts accordés à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Cette valeur est diminuée au fur et à mesure des remboursements en capital. Les prêts achetés sur le marché secondaire sont enregistrés à leur prix de revient. Les écarts entre la valeur nominale d'origine et le prix de revient (décotes ou surcotes) sont lissés sur la durée de vie des prêts.

Les principales catégories de créances sont les suivantes :

— **Créances saines :** Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

— **Impayés :** Sont qualifiées d'impayées les échéances de toutes natures impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois, six mois ou neuf mois (selon la nature de la contrepartie, voir ci-dessous).

— **Créances restructurées :** Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sains si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés dans une sous-catégorie spécifique des encours sains jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêts, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sains, ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Bank Audi France définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

— **Créances douteuses :** Le statut de créance douteuse peut provenir soit d'un déclassement automatique conformément à la réglementation en vigueur (créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois pour tout type de crédit et le crédit-bail immobilier, plus de six mois pour les crédits immobiliers et plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales), soit d'un déclassement manuel à la suite d'un événement judiciaire (redressement, liquidation...), d'un litige ou de la survenance d'un incident mettant en péril le recouvrement de la créance (détérioration notable de la situation financière du débiteur avec incapacité patente de respecter les engagements pris vis-à-vis de la Banque).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution. Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, la Banque examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Reclassement d'un encours douteux en sain : le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, Bank Audi France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— **Créances douteuses compromises :** Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

— **Créances douteuses non compromises :** Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— **Dépréciations :** Les dépréciations pour créances douteuses sont enregistrées en fonction des risques de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Elles sont déterminées dossier par dossier et font l'objet d'un examen détaillé trimestriel. Elles sont inscrites à l'actif en diminution des crédits concernés. La dépréciation en capital est enregistrée dans le poste "coût du risque" du compte de résultat.

— **Intérêts sur créances douteuses :** Les intérêts sur créances douteuses sont provisionnés à 100%. Les provisions constituées et les reprises impactent directement la marge nette des intérêts.

— **Pertes :** Les encours douteux compromis sortent du bilan pour passage en perte au plus tard lorsque les droits de la Banque en tant que créancier sont éteints.

— **Méthodes de prise en compte des instruments de réduction des risques :** Les principaux instruments de réduction des risques sont les hypothèques, les dépôts nantis dans les livres de la Banque, les nantissements et garanties bancaires reçus. Concernant les hypothèques, l'évaluation du bien se fait tous les trois ans par un expert indépendant pour les prêts immobiliers

destinés à l'acquisition de logements, et tous les ans pour les prêts immobiliers destinés à l'acquisition de biens à usage professionnel ou pour investissement.

La Banque utilise un système de notation commun au Groupe. Cette notation permet de déterminer la probabilité de défaut de chaque débiteur et de déterminer la perte potentielle en cas de défaut. La segmentation principale retenue fait apparaître les catégories suivantes : commercial / immobilier / particuliers.

**c. Risques pays et provisions.** — Ces risques sont analysés périodiquement, en tenant compte des garanties constituées au profit de la Banque et en prenant en compte le critère de résidence des clients. La provision évaluée est enregistrée au passif du bilan. Il est vérifié que le plafond de déductibilité fiscale n'est pas dépassé pour le pays concerné, auquel cas les dotations excédentaires sont réintégréées dans le résultat fiscal de la Banque.

**d. Titres en portefeuille détenus pour compte propre.** — Les titres que la Banque détient pour compte propre sont enregistrés dans deux catégories :

— **Titres d'investissement** : ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils ne sont pas évalués au prix du marché, sauf s'il est constaté une dégradation importante de la qualité de crédit de l'émetteur.

— **Titres de placement** : ce même règlement précise qu'il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction (détention à court terme) ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils font éventuellement l'objet d'une provision pour dépréciation pour ajustement à leur valeur de marché.

Cette provision reflète les moins-values constatées en fin d'exercice sans tenir compte des plus-values pouvant exister sur d'autres titres (sauf s'ils sont regroupés dans un même ensemble homogène).

Les cours sont ceux fournis par les opérateurs de place.

Lorsque les titres à revenu fixe sont acquis ou souscrits à un prix différent de leur valeur de remboursement, la différence (décote ou surcote) est portée en produits ou en charges sur la durée de vie résiduelle des titres, et ce de manière actuarielle.

**e. Titres de participation.** — Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition et dépréciés en fonction des valeurs d'utilité.

**f. Transactions entre parties liées.** — L'absence d'informations relatives aux transactions effectuées avec des parties liées qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché est justifiée par le fait que les transactions effectuées par Bank Audi France avec des parties liées sont exclues de la liste des transactions concernées par cette obligation, en accord avec les dispositions du règlement ANC 2014-07.

**g. Immobilisations.** — Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Elles sont amorties selon les méthodes et durées estimées d'utilisation suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Progiciels : 3 ans mode linéaire (coût de la licence et des développements supplémentaires).

Logiciels bureautiques : 3 ans mode linéaire (coût de la licence à l'achat – les coûts de maintenance et de renouvellement sont comptabilisés en charges).

— Immobilisations corporelles :

Mobilier et matériel de bureau :	10 ans mode linéaire,
Matériel informatique :	3 ans mode dégressif
Agencements et installations :	10 ans mode linéaire
Véhicules :	5 ans mode linéaire
Objets d'art :	non amortis

**h. Résultat sur opérations de change.** — Les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change, opérée conformément au paragraphe (a) Opérations en devises ci-dessus, et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portés au compte de résultat.

**i. Commissions – produits.** — Les commissions rémunérant des prestations continues (quelles que soient les modalités de facturation) sont étalées sur la durée de la prestation. Elles sont constatées en produit à recevoir jusqu'au jour du règlement.

Les commissions rémunérant un risque de crédit telles que les commissions sur garanties émises par la Banque d'ordre de sa clientèle sont lissées en résultat sur la durée de vie de la garantie émise. Elles sont constatées en produits perçus d'avance jusqu'à la date d'échéance de la garantie.

Les commissions rémunérant une prestation instantanée (opérations de guichet, frais de dossier...) sont enregistrées directement dans le compte de résultat.

**j. Impôt sur les sociétés.** — Cet impôt a été calculé conformément aux règles fiscales en vigueur. Aucun impôt différé n'a été constaté dans les comptes.

**k. Engagements de retraite.** — La Banque a retenu l'option de ne pas provisionner ses engagements de retraite et avantages similaires.

Au 31/12/2025, le montant de l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 237 531 € charges patronales incluses.

Les paramètres suivants ont été pris en considération pour l'évaluation actuarielle de l'engagement au 31/12/2025 :

- taux de charges : 49 %
- table de survie : table INED 2020-2022
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux de rotation du personnel : 16 %
- taux d'actualisation : 3,73 %
- taux de revalorisation : 1,50 %

### C — Faits marquants.

La situation géopolitique et économique du Liban, pays dans lequel se situe la maison-mère de la Banque, n'a pas eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2025. A noter cependant qu'afin de couvrir son risque sur les contreparties domiciliées au Liban, la Banque a procédé à une dotation complémentaire de 5 millions d'euros de sa provision pour risque pays.

### D — Evénements post-clôture.

Dans un contexte de tension accrue au Moyen-Orient, les expositions sur l'ensemble des pays de la région ont été passées en revue par la Banque, et il n'y a, à date, aucun risque qui affecte les comptes clôturés au 31 décembre 2025.

#### Note 1. – Caisse, banques centrales, CCP.

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Caisse	304	362
Comptes à la Banque de France	269 618	224 754
<b>Total</b>	<b>269 922</b>	<b>225 116</b>

#### Note 2 – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	116 157		128 381	
Comptes et prêts interbancaires		183 864		229 216
Autres prêts				
Sous-total	116 157	183 864	128 381	229 216
Créances rattachées	366	2 396	627	3 338
Total	116 524	186 260	129 008	232 554
Total général (1)	302 783		361 562	
(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €				

#### Note 3 – Actif - opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2025			2024
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Créances commerciales	3 257		3 257	6 884
Autres concours à la clientèle :				
Crédits	269 848		269 848	268 001
Valeurs non imputées				
Comptes ordinaires débiteurs	111 517	20 227	91 290	54 286
<b>Sous-total</b>	<b>384 621</b>	<b>20 227</b>	<b>364 395</b>	<b>329 170</b>
Créances rattachées	1 472		1 472	1 703
<b>Total (1)</b>	<b>386 093</b>	<b>20 227</b>	<b>365 867</b>	<b>330 874</b>
(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €				

**Note 3 (suite) – Répartition des encours clients par zones géographiques.**  
(En milliers d'Euros)

Zones géographiques	Encours sains	Encours restructurés conditions du marché	Encours restructurés hors conditions du marché	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
France	79 255			834		80 089
Belgique	2 726					2 726
Grande-Bretagne	26 437			7		26 444
Grèce	10 977					10 977
Suisse	2 142					2 142
Autres pays OCDE	1 299					1 299
<b>Total OCDE</b>	<b>122 837</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>841</b>	<b>0</b>	<b>123 678</b>
Arabie Saoudite	7 884					7 884
Cameroun	6 242					6 242
Chypre	15 558					15 558
Côte d'Ivoire	11 249					11 249
Egypte	8 581					8 581
Emirats Arabes Unis	47 200	361				47 561
Gambie	2 207					2 207
Guinée	5 350					5 350
Guinée Equatoriale	5 310					5 310
Irak	3 389					3 389
Liban	114 877	2 711				117 588
Monaco	5 565					5 565
Rép. Dém. Du Congo	2 085					2 085
Autres pays Hors OCDE	3 278	342				3 620
<b>Total HORS OCDE</b>	<b>238 775</b>	<b>3 414</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>242 189</b>
<b>Total 2025</b>	<b>361 612</b>	<b>3 414</b>	<b>0</b>	<b>841</b>	<b>0</b>	<b>365 867</b>
<b>Total 2024</b>	<b>324 782</b>	<b>4 233</b>	<b>0</b>	<b>1 859</b>	<b>0</b>	<b>330 874</b>

— Dépréciation sur en cours douteux et compromis hors provisions pour risques pays :

Zones géographiques	Stock au 01/01/2025	Variation Nette	Stock 31/12/2025
France	452	149	601
Belgique	725	16	741
Etats-Unis d'Amérique	4 152	128	4 279
Grande-Bretagne	4	1	5
Portugal	4	0	4
<b>Total OCDE</b>	<b>5 337</b>	<b>294</b>	<b>5 630</b>
Arabie Saoudite	4 040	248	4 288
Centrafrique	1 323	-877	446
Chypre	5 196	-240	4 956
Emirats arabes unis	4 729	-192	4 538
Jordanie	599	-257	342
Liban	533	-505	27
<b>Total HORS OCDE</b>	<b>16 419</b>	<b>-1 823</b>	<b>14 596</b>
<b>Totaux</b>	<b>21 756</b>	<b>-1 529</b>	<b>20 227</b>
Créances douteuses brutes	23 615	-2 548	21 067
% Créances douteuses provisionnées	92,13%		96,01%

NB : un stock de provisions pour risques pays de 16.300 K€ figure au bilan au 31/12/2025.

— Résultat net sur encours douteux et compromis dépréciés :

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Dotations dépréciations créances douteuses clientèle	-4	-4 747
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-311	
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		
Reprises de dépréciations sur créances douteuses clientèle	1 439	1 235
<b>Net</b>	<b>1 124</b>	<b>-3 512</b>

**Note 4.a. – Effets publics et valeurs assimilées + obligations et autres titres à revenu fixe.**

(En milliers d'Euros)	2025				2024			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Prix de revient		88 776	185 974	274 750		152 358	150 299	302 657
Créances rattachées		438	2 171	2 609		781	1 863	2 644
<b>Total</b>		<b>89 214</b>	<b>188 145</b>	<b>277 360</b>		<b>153 139</b>	<b>152 162</b>	<b>305 301</b>
Dépréciation		111		111		1 048		1 048
<b>Net</b>		<b>89 104</b>	<b>188 145</b>	<b>277 249</b>		<b>152 091</b>	<b>152 162</b>	<b>304 253</b>
Moins-values latentes (1)		0	0	0		0	0	0
Plus-values latentes (1)		0	389	389		0	171	171

(1) Entre prix de revient et valeur de marché hors coupons courus

**Note 4.b. – Répartition des effets publics et valeurs assimilées + obligations et autres titres à revenu fixe selon la durée restant à courir.**

(En milliers d'Euros)	Portefeuille	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
Saudi international bond	Placement			6 538		6 538
Us t bills	Placement	16 999	25 378	16 995		59 372
<b>Total 2025</b>		<b>16 999</b>	<b>25 378</b>	<b>23 533</b>		<b>65 910</b>
<b>Total 2024</b>		<b>28 710</b>	<b>43 125</b>	<b>28 060</b>		<b>99 895</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Saudi Arabian oil	Placement			5 857		5 857
Sumitomo Mitsui	Placement	8 509				8 509
ANZ new zealand intl uk	Placement		8 501			8 501
Qnb finance ltd	Investissement	4 244				4 244
Lloyds bk corp MKTS PLC	Investissement		9 988			9 988
Mizuho Financial group	Investissement		8 994			8 994
Emirates Telecom group	Investissement		3 500			3 500
Abu Dhabi national Energy	Investissement		4 248			4 248
Caterpillar fin services	Investissement		7 552			7 552
Bank of nova Scotia	Investissement		4 919			4 919
BP capital markets PLC	Investissement		7 482			7 482
Natwest markets plc	Investissement		4 147			4 147
ING Bank nv	Investissement		10 095			10 095
Bmw finance nv	Investissement			4 887		4 887
Toronto-dominion Bank	Investissement			9 754		9 754
Shell international fin	Investissement			9 899		9 899
Korea Electric power corp	Investissement			4 266		4 266
Toyota motor finance BV	Investissement			7 608		7 608

Morgan Stanley	Investissement			9 861		9 861
Procter & Gamble	Investissement			10 314		10 314
Agence française de développement	Investissement			4 212		4 212
Mercedes Benz Int fince	Investissement			7 515		7 515
Robert Bosch	Investissement			5 021		5 021
Royal Bank of canada	Investissement			5 163		5 163
Westpac Banking	Investissement			9 766		9 766
UBS ag London	Investissement			4 667		4 667
Philip Morris	Investissement			5 035		5 035
La poste	Investissement			6 391		6 391
Totalenergies	Investissement			4 912		4 912
Sncf	Investissement			7 332		7 332
Sabic capital ii BV	Investissement			4 201		4 201
<b>Total 2025</b>		<b>12 753</b>	<b>69 426</b>	<b>126 661</b>		<b>208 840</b>
<b>Total 2024</b>		<b>12 039</b>	<b>21 260</b>	<b>169 463</b>		<b>202 762</b>

**Note 5. – Actions et autres titres a revenus variables non-cotes sur un marché organise.**

(En milliers d'Euros)	2025 (1)			2024 (1)		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Prix de revient		759	759		874	874
<b>Total</b>		<b>759</b>	<b>759</b>		<b>874</b>	<b>874</b>
Dépréciation		263	263		198	198
<b>Net</b>		<b>496</b>	<b>496</b>		<b>676</b>	<b>676</b>
Moins-values latentes						
Plus-values latentes						

(1) Au cours de l'exercice, aucun transfert d'une catégorie vers une autre n'a été effectué

**Note 6. – Titres de participation non-cotes sur un marché organise.**  
(En milliers d'Euros)

Titres non cotés	2025			2024		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Etablissements de crédit						
Autres entreprises à caractère financier	558		558	522		522
Entreprises à caractère non financier	9	9	0	9	9	0
<b>Sous-Total</b>	<b>567</b>	<b>9</b>	<b>558</b>	<b>531</b>	<b>9</b>	<b>522</b>
<b>Total</b>	<b>567</b>	<b>9</b>	<b>558</b>	<b>531</b>	<b>9</b>	<b>522</b>

**Note 6 (suite) liste des filiales et participations non cotées sur un marché organise.**

(En milliers d'Euros)	% Capital	Capitaux	Résultat	Valeur Nette
	Détenu	Propres	2 025	Comptable
Participations inférieures à 10% :				
Swift	4 parts	NC	NC	0
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution		NC	NC	558
<b>Total</b>				<b>558</b>

**Note 7. – Immobilisations incorporelles.**

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres Variations	31/12/2025
<b>Valeur brute :</b>					
Frais d'établissement					
Solutions informatiques	3 533	574			4 107
Immobilisations en cours					
<b>Total</b>	<b>3 533</b>	<b>574</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 107</b>
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Frais d'établissement					
Solutions informatiques	2 758	406			3 164
<b>Total</b>	<b>2 758</b>	<b>406</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 164</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>775</b>				<b>943</b>

**Note 8. – Immobilisations corporelles.**

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres Variations	31/12/2025
<b>Valeur brute :</b>					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 924	42	1		2 965
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	0				0
<b>Total</b>	<b>2 924</b>	<b>42</b>	<b>1</b>		<b>2 965</b>
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 455	120	1		2 574
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	0				0
<b>Total</b>	<b>2 455</b>	<b>120</b>	<b>1</b>		<b>2 574</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>469</b>				<b>391</b>
<i>(1) Biens reçus en dation de paiement</i>					

**Note 9. – Autres actifs.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Fonds de garantie des dépôts et de résolution (dépôts de garantie)	351	327
Fonds de Résolution Unique (dépôts de garantie)	263	263
Etat impôts et taxes	2 362	2 147
Dépôts et cautionnements	291	287
Avoirs chez correspondants	765	764
Appels de marges sur opérations de crédits documentaires et de change	5 023	8 063
Autres débiteurs divers	2	2
<b>Total</b>	<b>9 057</b>	<b>11 853</b>

**Note 10. – Comptes de régularisation.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Comptes d'ajustement sur devises et opérations d'hors-bilan		
Charges constatées d'avance	534	583
Produits à recevoir		
Autres comptes de régularisation	1 481	965
<b>Total</b>	<b>2 015</b>	<b>1 548</b>

**Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	12 114		8 329	
Comptes et emprunts		4 447		10 831
<b>Sous-total</b>	<b>12 114</b>	<b>4 447</b>	<b>8 329</b>	<b>10 831</b>
Dettes rattachées		44		298
<b>Total</b>	<b>12 114</b>	<b>4 491</b>	<b>8 329</b>	<b>11 128</b>
<b>Total général</b>		<b>16 605</b>		<b>19 457</b>

**Note 12. – Opérations avec la clientèle – passif.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Dettes rattachées				
<b>Total</b>				
Autres comptes créditeurs :				
Comptes ordinaires de la clientèle	479 180		446 213	
Comptes créditeurs à terme		576 211		634 649
Valeurs non imputées et autres sommes dues				
Dettes rattachées		1 482		3 545
<b>Total</b>	<b>479 180</b>	<b>577 693</b>	<b>446 213</b>	<b>638 194</b>
<b>Total général</b>		<b>1 056 873</b>		<b>1 084 407</b>

**Note 13. – Autres passifs.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
Fournisseurs		111		193
Etat, impôts et taxes		111		232
Participation des salariés		606		1 016
Fonds non réclamés		239		242
<b>Total</b>		<b>1 068</b>		<b>1 683</b>

**Note 14. – Comptes de régularisation.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
Compte d'ajustement devises		8		10
Produits constatés d'avance		54		85
Charges à payer		3 762		3 199
Autres comptes de régularisation		697		455
<b>Total</b>		<b>4 520</b>		<b>3 749</b>

**Note 15.a. – Fonds pour risques bancaires généraux.**

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Dotations	Reprises (1)	31/12/2025
Autres provisions sur :				
Etablissements de crédit	0			0
Clientèle	0			0
Risques Pays Liban	11 300	5 000		16 300
Provisions diverses	171			171
<b>Total</b>	<b>11 471</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>16 471</b>
(1) dont utilisées : 0				

**Note 15.b. – Fonds pour risques bancaires généraux.**

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Dotations	Reprises	31/12/2025
FRBG	6 473			6 473

**Note 16. – Capital et réserves.**

(En milliers d'Euros)	2024	+	-	2025
Capital souscrit (1)	56 873			56 873
Réserve légale	3 288	815		4 103
Réserves statutaires et contractuelles	2 746			2 746
Report à nouveau	31 193	15 493		46 687
Résultat	16 309	16 863	16 309	16 863
<b>Total</b>	<b>110 409</b>	<b>33 171</b>	<b>16 309</b>	<b>127 272</b>

(1) Le capital est divisé en 3 729 400 actions entièrement souscrites de 15,25€ chacune.

**Note 17. – Intérêts et produits assimilés.**

(En milliers d'Euros)	2025			2024		
	Ets de crédit et Banques Centrales	Clientèle	Obligations/a utres titres à revenu fixe	Ets de crédit et Banques Centrales	Clientèle	Obligations/a utres titres à revenu fixe
Intérêts sur Banques Centrales	5 285			10 647		
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	5 521	5 379		7 700	5 158	
Intérêts sur comptes et prêts	9 331	14 228		12 264	16 800	
Autres intérêts et produits assimilés		110		7	82	
Intérêts sur valeurs reçues en pension						
Intérêts sur créances douteuses		1 589			1 629	
Dotation des intérêts		-1 551			-1 501	
Reprise provisions sur intérêts		177			19	
Intérêts sur titres de placement			2 722			2 951
Intérêts sur titres d'investissement			4 864			803
Produits sur opérations d'hors-bilan	1	483		1	521	
<b>Total</b>	<b>20 139</b>	<b>20 415</b>	<b>7 586</b>	<b>30 618</b>	<b>22 707</b>	<b>3 754</b>
<b>Total général</b>			<b>48 139</b>			<b>57 079</b>

**Note 18. – Intérêts et charges assimilées.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	70		10	
Intérêts sur comptes et emprunts	438	13 842	334	18 795
Autres intérêts			5	6
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial				
<b>Total</b>	<b>508</b>	<b>13 842</b>	<b>349</b>	<b>18 801</b>
<b>Total général</b>		<b>14 351</b>		<b>19 150</b>

**Note 19. – Commissions.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	2	246	0	207
Opérations avec la clientèle	6 295		5 870	
Prestations de services financiers :				
Opérations sur titres		71		101
Commissions sur activités d'assistance et de conseil				
Prestations diverses de services financiers	835	394	783	358
<b>Total</b>	<b>7 132</b>	<b>710</b>	<b>6 653</b>	<b>666</b>

**Note 20 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Gains sur opérations de change et arbitrage	1 677		1 814	
<b>Net des gains et pertes</b>	<b>1 677</b>		<b>1 814</b>	

**Note 21. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement & assimilés.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Plus et moins-values de cession				
Dotations et reprises pour dépréciation s/titres de placement	812	87	3 069	72
<b>Sous-total</b>	<b>812</b>	<b>87</b>	<b>3 069</b>	<b>72</b>
<b>Net des gains et pertes</b>	<b>725</b>		<b>2 997</b>	

**Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En milliers d'Euros)	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits divers d'exploitation bancaire	601		33	
Charges diverses d'exploitation bancaire		25		776
Produits accessoires et charges refacturées				
<b>Total</b>	<b>601</b>	<b>25</b>	<b>33</b>	<b>776</b>

**Note 23. – Charges générales d'exploitation.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Salaires et traitements	6 591	6 490
Charges sociales au titre de la retraite	660	639
Participation et intéressement des salariés	606	1 016
Autres charges sociales	2 567	2 563
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	444	420
Total frais de personnel	10 867	11 128
Impôts et taxes	191	278
Loyer du siège	1 380	1 337
Frais de maison-mère	545	542
Autres services extérieurs (1)	3 894	3 575
<b>Total autres frais administratifs</b>	<b>6 009</b>	<b>5 731</b>
<b>Total</b>	<b>16 877</b>	<b>16 859</b>
(1) Dont honoraires des commissaires aux comptes : 193		

**Note 24. – Coût du risque.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Dotations aux provisions sur engagements de hors-bilan		
Dotations aux dépréciations pour risque clientèle	-4	-4 747
Dotations aux provisions pour risque pays	-5 000	-4 000
Dotations aux provisions pour risques divers		-71
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	-312	
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions		
Reprises de dépréciations sur créances douteuses en capital	1 439	1 235
Reprises de provisions pour risques pays		
Reprises de provisions pour risques de hors-bilan & divers		15
Récupérations sur créances douteuses amorties		
<b>Total</b>	<b>-3 876</b>	<b>-7 568</b>

**Note 25. – Résultat exceptionnel : (Néant).****Note 26. – Impôt sur les bénéfices.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Bénéfice comptable avant impôt sur les sociétés	21 908	23 193
Différences temporaires	-1 814	2 853
Différences permanentes	-321	801
Bénéfice fiscal	19 772	26 847
Impôt sur les sociétés - taux d'impôt courant	-4 943	-6 712
Impôt sur les sociétés - contribution additionnelle	-138	-196
Crédits d'impôt sur les sociétés	36	24
Impôt sur les sociétés	-5 045	-6 884

<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>21 908</b>
Charge d'impôt / résultat courant avant impôt	5 045
Résultat exceptionnel	0
Charge d'impôt / résultat exceptionnel	0
<b>Total charge d'impôt</b>	<b>5 045</b>
Le taux de l'IS servant de base au calcul de l'imposition de la période	
Est de 25%, conformément à la loi de finances en vigueur	

**Note 27. – Variation des bases d'impôts différés ou latents.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Charges non déductibles temporairement :		
C3S	65	79
Provisions clients	17 441	18 486
Participation des salariés, bonus et charges afférentes	1 843	2 208
Provisions diverses		71
Produits imposés non encore comptabilisés		
<b>Total</b>	<b>19 349</b>	<b>20 844</b>
Eléments à imputer		
Déficits reportables fiscalement		

**Note 28. – Effectif moyen.**

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Techniciens de la Banque	22	24
Cadres de la Banque	36	34
Cadres "hors classification"	8	7
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>65</b>

**Note 29. – Informations concernant les entreprises liées.**

(En milliers d'Euros)	2025					2024
	Entreprises liées		Participations		Total	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné		
Hors-bilan						
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit						
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	265				265	287
Total des engagements donnés	265				265	287

**Note 30. – Répartition des emplois et des ressources selon la durée restant à courir.**

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Actifs</b>					
Créances sur les établissements de crédit	149 821	34 043			183 864
Créances sur la clientèle	66 243	56 311	67 994	82 557	273 105
<b>Total 2025</b>	<b>216 064</b>	<b>90 354</b>	<b>67 994</b>	<b>82 557</b>	<b>456 968</b>
<b>Total 2024</b>	<b>269 625</b>	<b>64 872</b>	<b>83 734</b>	<b>85 870</b>	<b>504 101</b>
<b>Passifs</b>					
Dettes sur établissements de crédit	4 447				4 447
Comptes créditeurs de la clientèle	460 353	89 336	26 521		576 211
<b>Total 2025</b>	<b>464 800</b>	<b>89 336</b>	<b>26 521</b>		<b>580 658</b>
<b>Total 2024</b>	<b>581 421</b>	<b>64 019</b>	<b>40</b>		<b>645 480</b>
<b>Hors-bilan</b>					
Engagements de financement en faveur de la clientèle	34 976	3 708	1 995	435	41 114
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit					
<b>Total 2025</b>	<b>34 976</b>	<b>3 708</b>	<b>1 995</b>	<b>435</b>	<b>41 114</b>
<b>Total 2024</b>	<b>31 293</b>	<b>6 749</b>		<b>412</b>	<b>38 455</b>

**Note 31. – Rémunérations.**

(En milliers d'Euros)	2025
Organes d'Administration	688
Organes de Direction	1 054

Avances et crédits accordés pendant l'exercice aux membres des organes d'administration : néant.

**Note 32. – Résultat par action.**

Le résultat par action s'élève à 4,52 €, contre 4,37 € en 2024.

Il est calculé en divisant le résultat net après impôt sur les sociétés par le nombre d'actions (3.729.400).

Note 33. – Produits d'intérêts par pays de résidence.

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Liban	14%	13%
France	25%	36%
Europe	16%	18%
MENA	17%	14%
Autres	28%	19%

B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.  
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l'Assemblée Générale de la société Bank Audi France S.A.,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bank Audi France S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation** : Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes comptables et méthodes appliquées » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des nouveaux règlements ANC.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## — Risque de crédit et évaluation de la provision Risque Pays Liban

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Une part importante du bilan de la société est constituée de créances envers la clientèle. Bank Audi France comptabilise, au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les créances envers la clientèle s'élèvent en valeurs nettes à 365,9 M€ au regard d'un total bilan de 1 229,2 M€. Le portefeuille de créances douteuses de la banque s'élève à 21.1 M€ au 31 décembre 2025 et celles-ci sont dépréciées à hauteur de 20.2 M€. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Le nombre de dossiers dépréciés est relativement faible et se limite à quelques dossiers faisant l'objet d'un suivi spécifique de la direction de la banque.</p> <p>Par ailleurs, une part significative des créances provient de clients résidant dans des zones géographiques hors OCDE et plus particulièrement au Liban, où la situation géopolitique engendre un risque dans la détermination des dépréciations qui résultent notamment de l'appréciation des valeurs données en garantie.</p> <p>Nous avons identifié l'estimation du risque de crédit sur les créances dépréciées ainsi que l'estimation du risque pays Liban comme un point clé de l'audit compte tenu de la part de jugement de la direction dans le processus d'estimation des dépréciations nécessaires au titre du risque de crédit et du risque pays Liban.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mise en place par la direction pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des dépréciations enregistrées.</p> <p>Nous avons examiné les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la banque tout au long du processus pour la revue annuelle du portefeuille de créances, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours sous surveillance (« watch list »), l'évaluation des dépréciations et les rapprochements comptabilité/gestion.</p> <p>Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque en charge du suivi des créances sous surveillance ou dépréciées.</p> <p>S'agissant des dépréciations calculées sur les créances douteuses, nous avons examiné les estimations retenues pour les contreparties dépréciées en examinant certains dossiers de crédit et les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux et garanties constituées au bénéfice de la banque.</p> <p>Par ailleurs, s'agissant de la provision risque pays Liban comptabilisée par la banque nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la détermination des encours éligibles à la provision risque pays Liban ;</li> <li>les estimations réalisées par la direction afin de déterminer le montant de la provision à comptabiliser.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise.**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres informations**

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bank Audi France S.A. par l'Assemblée Générale du 27 mars 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 31 mars 2005 pour le cabinet DENJEAN & ASSOCIES.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet DENJEAN & ASSOCIES dans la vingt-et-unième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris La Défense, le 13 avril 2026.

**Les Commissaires aux comptes :**

**KPMG S.A.**  
Valéry FOUSSE  
Associé

**DENJEAN & ASSOCIES**  
Céline KIEN Associée

**C. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**  
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l'Assemblée Générale de la société Bank Audi France S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale**

**Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé.** — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

**Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et La Défense, le 13 avril 2026.

**Les Commissaires aux comptes :**

**KPMG S.A.**  
Valéry FOUSSÉ Associé

**DENJEAN & ASSOCIES**  
Céline KIEN Associée

**D. — Le rapport de gestion**

Le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise peuvent être obtenus à l'adresse suivante : Bank Audi France, Service juridique - 73 avenue des Champs Elysées – 75008 Paris »